

Pouvoir d'achat

Bulletin d'échange des signataires du texte
« défendons notre pouvoir d'achat »

Pour toute correspondance : François FERRETTE, 48, rue du Val Noble, 61000 Alençon - ff61@wanadoo.fr

Après le 19 mars,

**Remettons
en cause
les logiques
du Capital !**



signataires :

Nordine ADIL (75), Abderrahmane AMRANE (75), Hakima AOURAGH (Paris), Mostafa AYAD, Sabouna AZZIB (75), Christian BARLO, (conseiller municipal PCF La Seyne sur Mer et responsable CGT - 83), BM (universitaire chômeur), Sylvie BONNIN (syndicaliste FO -03), Samir BREIK (92), Amie CAMANA (75), Sarkan CEREÀ (Paris), Jean-François CHALOT (pdt du grpe communistes et apparentés, conseil municipal de Vaux le Pénil - 77), Paula DA COSTA (75), Laure DAEL (maire des Andelys PS et vice-présidente du conseil général de l'Eure), Raymond DEBORD (responsable du site <http://www.le-militant.org> - 75), Olivier DELBEKE (militant CGT, membre de Militant -94), Angélique DUPONT (Gennevilliers -92), Axel FELICITE (animateur -91), François FERRETTE (BN SNASUB-FSU -61), Fathia GHEDJATI (75), Mauricette GRILLI (75), Pierre GUILLAUMIN (responsable CGT Allier - 03), Ebrahim HAMADI (75), Houcine HOMANI (75), Rémi JANNEAU (72), Zaiza KAITH (75), Maxime KOUYATE (75), Michèle LAPIERRRE (75), Danielle LOISEAU (75), Aïcho LAIA (75), Soumia LAYES (75), Alain LECAM (75), Joelle LECOMTE (75), Jean-Louis LE GOSLES (France Télécom), Nicole MARALA (75), Julie MAY(75), José MERIAS (75), Pierre MINOT (75), Khedidja MEDJOUB (75), Claude MONNIER (91), Houaria MOUALEK (75), Mohamed MUSTAPHA (75), Tekamofimpa N'DONGALA (75), Pierre PARENT (94), Baptiste PERREAU (75), Alain PERRET (retraité sncf, communiste la Seyne sur Mer -83), Maria PORIA (Paris, 17è) Vincent PRESUMEY (militant socialiste, responsable syndical FSU, membre de Militant- 03), Mohamed RADJA (75), Sylviane RAYNAUD (75), Pinane TEROEC (75), Jean-Jacques TAURINES (conseiller municipal), Cédric TURCO (professeur des écoles), René VERNI-ZEAU (75), Mimi LA VENDETTA (artiste/happening/performance/action olitique- 75), Barim ZEMOUR (75)...

Faut-il geler le prix des loyers ?

Cette question est aujourd'hui posée de façon publique par la CLCV (Consommation, Logement et Cadre de Vie). En 10 ans, les loyers ont augmenté de 40%, voire 60% dans certaines zones comme la région parisienne. Ces hausses ne correspondent en rien à l'inflation. En moyenne, les ménages consacrent au logement 25% de leur budget. Certains ménages font grimper ce pourcentage jusqu'à 50% !

La CLCV (voire encadré), demande pour l'année 2009 le gel des loyers. Cette mesure ne fait malheureusement pas l'unanimité alors qu'elle correspond à un réel besoin. Les locataires se répartissent à 40% dans le secteur social et à 60% dans le privé. Il y a des enjeux financiers énormes et des propriétaires peu scrupuleux n'hésitent pas à profiter de la situation pour en tirer profit.

Les couches populaires succombent sous la pression patronale qui jette de plus en plus de salariés à la rue, qui tire les salaires vers le bas et qui asphyxie petit à petit la société toute entière.

La question du logement est un élément crucial d'un minimum de confort pour vivre, de la reconnaissance par la société et d'une dignité maintenue.

Mais obtenir un logement n'est pas suffisant quand celui-ci est vétuste et que les loyers restent élevés.

C'est la raison pour laquelle le blocage des loyers constituerait un des freins à la spirale de l'appauvrissement des familles.

Si Christine Boutin, ministre du logement et de la ville, s'oppose au gel des loyers proposés par la CLCV, c'est avant tout pour laisser le marché de l'immobilier « s'épanouir » sans aucune intervention de quiconque... hormis des propriétaires eux mêmes !

Plus intéressante est la prise de position de Pierre Quercy, délégué général de l'Union sociale pour l'Habitat, qui représente plus de 800 organismes HLM.

Il n'est pas non plus d'accord avec la CLCV pour des raisons d'équilibre budgétaire. Un blocage des loyers, dont le poids dans le budget général des HLM est important, limiterait les moyens financiers pour leur fonctionnement. Mais Pierre Quercy révèle que l'État a fortement diminué ses subventions

depuis des années. En bref, tout revient à des choix économiques. Il est donc question de mieux utiliser les moyens financiers dégagés par le travail de tout un pays pour le bien de tous plutôt que de laisser se développer des pratiques où prime la loi du plus fort. Mais ce n'est pas cette orientation qui est choisie par le gouvernement.

Pourtant, en Guadeloupe, le LKP a réussi à faire plier les pouvoirs publics et les loyers des logements HLM sont gelés pour cette année. Comme quoi, c'est le rapport de force qui compte.

Ne nous laissons donc pas endormir par des explications « techniques » alors que ce sont des choix politiques à engager pour l'avenir qui font défaut et dont ont besoin les plus larges couches de la société.

La CLCV demande le "gel" des loyers en 2009

PARIS, 2 fév 2009 (AFP) - L'association de consommateurs CLCV (Consommation, Logement et Cadre de Vie) a réclamé lundi le "gel" des loyers en 2009, qui ont selon elle augmenté de près de 60% depuis 10 ans.

"Aujourd'hui, la part du budget que consacrent les ménages pour se loger atteint en moyenne 25% avec des réalités bien supérieures pour les plus modestes", souligne la CLCV dans un communiqué, pour justifier sa demande.

Or, pour l'association, "le contrecoup de la crise économique sera sans nul doute désastreux pour certains locataires déjà en situation difficile".

"Il est du devoir des pouvoirs publics d'anticiper cette situation et de prendre des mesures d'urgence visant à prévenir des situations où de nombreux locataires, de bonne foi, connaîtront des retards de paiements", déclare la CLCV.

Aussi la CLCV demande-t-elle "la mise en place d'une véritable Garantie du Risque Locatif (GRL) universelle et mutualisée au bénéfice tant des bailleurs que des locataires".